Alexandre Jardin part en campagne contre les éoliennes

écrit par Christine Tasin | 4 août 2025



Manifestation à Erdeven (Morbihan), le 28 juin dernier. Alexandre Jardin associe sa voix à celle des artisans pêcheurs et des riverains qui s'opposent à l'implantation d'éoliennes flottantes au large de Belle-Île-en-Mer. Photo © HERVÉ RONNE/RÉA



Manifestation à Erdeven (Morbihan), le 28 juin dernier. Alexandre Jardin associe sa voix à celle des artisans pêcheurs et des riverains qui s'opposent à l'implantation d'éoliennes flottantes au large de Belle-Île-en-Mer. Photo © HERVÉ RONNE/RÉA

« Emmanuel Macron court le risque d'un affrontement global avec le peuple », estime Alexandre Jardin

ENTRETIEN. Après avoir fait plier le gouvernement sur les ZFE en prenant la tête de la révolte des "gueux", Alexandre Jardin poursuit le combat en s'attaquant à toutes les mesures "écolo-technocratiques" qui appauvrissent le peuple. Et promet d'emblée des manifestations à la fin de l'été. Entretien

Valeurs actuelles. Une contestation populaire monte sur les réseaux sociaux à travers #Les-Gueux et #NicolasQuiPaie. Qu'exprime-t-elle ?

Alexandre Jardin. Ces hashtags expriment la fin du consentement à l'impôt qui échoue à régler nos problèmes en termes de sécurité, d'intégration, d'égalité des chances, d'innovation... Il y a une perte de compréhension et de sens

Suite ici, article réservé aux abonnés de Valeurs Actuelles

Alexandre Jardin est de plus en plus critique et véhément, c'est une belle voix publique, connue, qui partage un certain nombre de nos combats. Il continue de se battre contre les éoliennes, qui nous coûtent cher et ne servent à rien !

Depuis janvier dernier, il préside « les Gueux », pour lutter contre le ZFE… et il a gagné ! Sacré combat, sacrés enjeux… il s'en prend aux turbo-bureaucrates, et techno-écolos qui décrètent sans modération des ZFE, des PPE, des DPE. Mais n'ont-ils pas compris que la grenouille écolo qui gonfle trop finit par exploser ? Le ministre de la Transition, <u>Agnès Pannier-Runacher</u>, sûrement pas passage en italique tiré du Figaro On sait que ce n'est que la première manche et que les tarés écolosdingos-macronistes compris vont essayer de contourner et remettre l'ouvrage sur le métier, mais c'est déjà ça de pris et ça nous laisse un peu de répit et de temps pour nous battre contre le reste, immigration, européisme, islamisation, disparition de nos libertés, volonté de nous obliger à être vaxxinés… j'en passe et des meilleures.

GRAND ENTRETIEN — En janvier, l'écrivain a pris la tête du mouvement «Les #Gueux» contre les ZFE. Et il a gagné. Ce samedi, il mobilise les marins pêcheurs et la confédération paysanne dans plusieurs ports de France, pour obtenir un moratoire sur les énergies renouvelables.

LE FIGARO MAGAZINE. - Avez-vous vraiment gagné la

bataille contre les zones à faibles émissions, ce dispositif qui interdit à certaines voitures jugées trop âgées, de pénétrer dans les grandes villes ?

Alexandre JARDIN. - L'Assemblée a par deux fois voté leur abrogation, et c'est un tournant majeur. Le peuple pour une fois n'a pas été congédié. L'écolo-technocratie autoritaire a perdu. Nous avons pu convaincre les députés d'amender une disposition discriminatoire de la loi qui était choquante et impopulaire. C'est une vraie rupture dont nous sommes fiers.

quand on constate un tel oubli d'une partie de son peuple, au motif que l'écologie commande tout, il faut marteler quelques idées de bon sens. La première est que la France est la meilleure élève de la classe en matière d'écologie. Pourquoi montrer un zèle inutile ? « Mettre en place le changement énergétique en grandeur réelle devrait passer par un processus de transition lente, plus proche de l'orthodontie que de l'extraction d'une dent », écrit le climatologue Steven Koonin. C'est la voie de la sagesse, qui passe par l'écoute des maires. En France, une partie du pays peut changer de voiture, mais l'autre ne le peut pas. Et c'est encore plus vrai des personnes âgées. Comment acheter à crédit une nouvelle voiture aux normes d'émission en CO2 quand vous avez 75 ans ? Que se passe-t-il s'ils ne peuvent plus faire des courses, aller consulter un médecin en centreville ? Doivent-ils directement réserver une place en Ehpad et rester parqués bien gentiment ? C'était épouvantable !

Samedi, nous organisons des grands rassemblements des pêcheurs-artisans et des agriculteurs de la Coordination rurale qui tous convergent sous bannière #gueux dans quatre ports en France. Unis. Nous devons peser sur le troisième projet de loi pluriannuel sur l'énergie (PPE3). Un amendement a été déposé en ce sens par le député LR Jérôme Nury. C'est la feuille de route de la France pour dix ans qui sera fixée d'ici au mois de septembre. Or le gouvernement nous demande de continuer l'effort en faveur de la transition énergétique alors que notre électricité est décarbonée à 95%! Cela relève de la folie, de la bombe sociale : notre facture d'électricité a déjà doublé ces dernières années pour financer des éoliennes et du photovoltaïque dont nous n'avons pas besoin. Et en plus, les éoliennes en mer vont bétonner les fonds marins, et forcer les chalutiers à pêcher plus loin encore, ce qui augmentera leurs factures de fuel et les mènera à la ruine.

À lire aussi <u>Bernard Accoyer et Xavier Moreno: «Combien de Français savent que l'éolien et le solaire ont fait doubler leur facture d'électricité depuis dix ans ?»</u>

Ce débat n'est-il pas tranché depuis qu'Emmanuel Macron a annoncé le tournant vers le nucléaire ?

On aurait pu l'espérer. Mais les groupes de pression pro-éoliens ou photovoltaïques se battent pour garder les contrats prévus. Et donc la PPE prévoit de continuer comme si de rien n'était. Il s'agit de débourser 300 milliards d'euros sur quinze ans, dont 126 milliards pour le raccordement des énergies renouvelables, et le reste en subventions et garanties d'achat. Nous devons arrêter cette gabegie insensée que nous paierons.

[...]

Il faut donner au peuple la faculté de voter, comme en Suisse, sur un sujet précis. C'est notre seul moyen de dépasser nos divisions.

Alexandre Jardin

En quoi vous différenciez-vous d'un mouvement « gilets

jaunes » réchauffé ?

L'alliance avec les maires change tout. J'avais rencontré les « gilets jaunes » au début de leur mobilisation. J'ai vite compris qu'ils n'auraient pas d'avenir politique parce qu'ils refusaient d'avoir des représentants. C'est pour cette raison qu'avec le début des mobilisations sur les ZFE, j'ai tout de suite pris attache avec les élus locaux.

[...]

La seule réponse sérieuse à ce divorce entre les classes dirigeantes et la vraie vie est le référendum d'initiative citoyenne. La Suisse en est le meilleur exemple. Et l'Italie l'a adopté récemment. Il faut des sociétés où le citoyen existe au-delà des rendez-vous électoraux. La démocratie, ce n'est pas tous les cinq ans.

[...]

. C'est la seule manière de renverser la bureaucratie qui nous étouffe — j'entends par là la multiplication de règles, taxes, et interdictions auxquelles on ne comprend rien. Il y a d'ailleurs un accord massif des élus locaux sur cette proposition. La majorité des présidents de région avec qui j'en ai parlé sont partants.

La route est longue. Il faudra modifier l'article 11 de la Constitution. À quoi serviront encore les députés et le gouvernement ?

Il n'y a pas d'autre solution pour nettoyer le système. Il y a une embolie bureaucratique du pays et personne ne croit qu'une nouvelle majorité présidentielle aura la puissance de frappe nécessaire pour faire sauter les verrous. Nous vivons avec 3200 milliards de dettes. Des

choix doivent être faits, tranchons par référendum.

Mais les Français sont très contradictoires sur ces sujets. Ce sont eux aussi qui demandent de la protection à tout va, tout en protestant contre les normes et les lois qui les protègent...

C'est pour ça qu'il faut des référendums. Il faut banaliser le vote, car les électeurs mis devant leurs responsabilités sont obligés de faire des choix lucides, au lieu de demander une chose et son contraire. De toute façon, la démocratie, c'est mieux que la bureaucratie.

[...]

Extraits en bleu tirés <u>du Figaro</u> : Alexandre Jardin : notre facture d'électricité double pou financer les éoliennes et le photovoltaïque dont nous n'avons pas besoin